

# **Étude de l'état initial n°1 : Mine d'or artisanale de Musebe, Katanga, République Démocratique du Congo**

**Gregory Mthembu-Salter, Phuzumoya Consulting**



## À propos de l'OCDE

---

L'OCDE offre aux gouvernements un forum où ils peuvent conjuguer leurs efforts, partager leurs expériences et chercher des solutions à des problèmes communs afin d'élaborer des politiques meilleurs pour une vie meilleur. La mission de l'OCDE est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde.

## À propos du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence

---

Le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsable en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risques (Guide 'OCDE sur le devoir de diligence) fournit des recommandations détaillées afin d'aider des entreprises à respecter les droits humains et à éviter qu'elles contribuent à des conflits par leurs pratiques d'approvisionnement, y compris par le choix de leurs fournisseurs. Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence est destiné à être utilisé par toute entreprise susceptible d'exploiter des minerais dans des zones de conflit ou à haut risque.

Il est l'un des seuls cadres internationaux disponibles pour aider les entreprises à répondre à leurs besoins en raison de rapports de diligence.

## À propos de cette étude

---

Cette étude de l'état initial est le premier d'une série de cinq, visant à identifier et évaluer les chaînes d'approvisionnement en or issu de l'artisanat minier congolais potentiellement traçables et « libres de conflit », et à déterminer les obstacles empêchant l'exercice du devoir de diligence. L'étude porte sur Musebe, au Haut Katanga, République Démocratique de Congo.

Cette étude a été préparée pour le 7<sup>ème</sup> CIRGL, OCDE, Groupe d'experts des nations unies sur le RDC Forum sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsable, qui a lieu à Paris le 26-28 mai 2014. Elle était préparée par Gregory Mthemba-Salter de Phuzumoya Consulting, en tant que consultant pour le secrétariat de l'OCDE.

Pour plus d'informations consulter: [mneguidelines.oecd.org/mining.htm](http://mneguidelines.oecd.org/mining.htm)



Avec le soutien de l'Instrument de stabilité de l'Union européenne <sup>[1]</sup>

<sup>[1]</sup> Un nouveau Règlement instituant un « Instrument contribuant à la stabilité et à la paix » (IcSP) a été adopté le 11 mars 2014 en remplacement de l'Instrument de stabilité.

© OCDE 2014

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres. Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Ce rapport décrit les résultats préliminaires ou recherches en cours par l'auteur(s) et est publié pour stimuler la discussion sur un large éventail de questions sur lesquelles travaille l'OCDE. Commentaires sont les bienvenus, et peut être envoyé à la Direction des affaires financières et des entreprises Affaires, OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

## Sommaire

<b>Acronymes .....</b>	<b>3</b>
<b>I. Introduction et principaux résultats.....</b>	<b>4</b>
Principaux résultats .....	4
<b>II. Le secteur minier local.....</b>	<b>5</b>
Type d'exploitation, volume de production et degré de formalisation .....	5
La chaîne d'approvisionnement de la mine à l'exportation .....	8
Liens avec des conflits .....	8
<b>III. Risques identifiés dans l'Annexe II .....</b>	<b>9</b>
Atteintes graves lors de l'extraction, du transport ou du commerce de minerais .....	9
Soutien direct ou indirect à des groupes armés non-étatiques .....	9
Forces de sécurité publiques et privées .....	9
Corruption et fausses déclarations d'origine des minerais .....	10
Blanchiment d'argent et paiement de taxes, droits et redevances aux gouvernements.....	11
<b>IV. Niveau de sensibilisation et mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence .....</b>	<b>12</b>
<b>V. Initiatives, recherches et projets pertinents dans le secteur minier de l'or .....</b>	<b>12</b>
<b>VI. Conclusion : incitations et obstacles à l'exercice du devoir de diligence .....</b>	<b>15</b>
<b>VII. Recommandations .....</b>	<b>16</b>

## Acronymes

ANR	Agence Nationale des Renseignements
CAMI	Cadastre Minier
DGM	Direction Générale de Migration
RDC	République Démocratique du Congo
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
IPIS	International Peace Information Service
LINAPEDHO	Ligue Nationale Paysanne des Droits de l'Homme
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
SAESSCAM	Service d'Assistance et d'Encadrement du Small Scale Mining
GoE ONU	Groupe d'Experts des Nations Unies

## I. Introduction et principaux résultats

La mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence a connu de constantes avancées ces dernières années dans le secteur des 3Ts (étain, tantale et tungstène), en particulier dans la province du Katanga (République Démocratique du Congo – RDC) et au Rwanda. Elle reste cependant à engager dans l’artisanat minier aurifère. Les obstacles à l’exercice du devoir de diligence dans la chaîne d’approvisionnement en or sont nombreux :

- l’or est une marchandise de haute valeur et de volume réduit, qu’il est aisé de subtiliser
- l’or peut être échangé directement contre d’autres devises
- l’or est facile à fondre et à affiner
- seuls 400 kg d’or issus de l’artisanat minier en RDC sont exportés légalement chaque année, contre une production annuelle estimée à plus de 15 tonnes

Il est nécessaire de faire appliquer le devoir de diligence dans cette région, de nombreuses études, dont celles du Groupe d’Experts des Nations Unies (GoE), ayant démontré que l’or est devenu la principale source de financement de conflits devant tous les autres minerais exploités en RDC.

La première étape consiste à identifier et évaluer les chaînes d’approvisionnement en or issu de l’artisanat minier congolais potentiellement traçables et « libres de conflit », et à déterminer les obstacles empêchant l’exercice du devoir de diligence. C’est l’objectif de cette étude de l’état initial, la première d’une série de cinq, portant sur Musebe, au Haut Katanga (RDC). En mars 2014, période durant laquelle l’étude a été menée, les autorités locales et les représentants de la coopérative minière estimaient à 6000 le nombre d’exploitants artisanaux œuvrant dans des exploitations aurifères locales.

Musebe a été sélectionnée pour trois raisons principales. Premièrement, le gouvernement provincial du Katanga, et notamment le gouverneur Moïse Katumbi, ont manifesté une véritable volonté politique d’introduire la traçabilité et le devoir de diligence à Musebe. Deuxièmement, Musebe se trouve à proximité de mines d’étain et de tantale où la mise en œuvre du devoir de diligence est déjà engagée. Troisièmement, bien que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC, les forces publiques de sécurité de la RDC) y causent des troubles, aucune preuve n’indique qu’un groupe armé non-étatique soit impliqué dans la chaîne d’approvisionnement en or de Musebe.

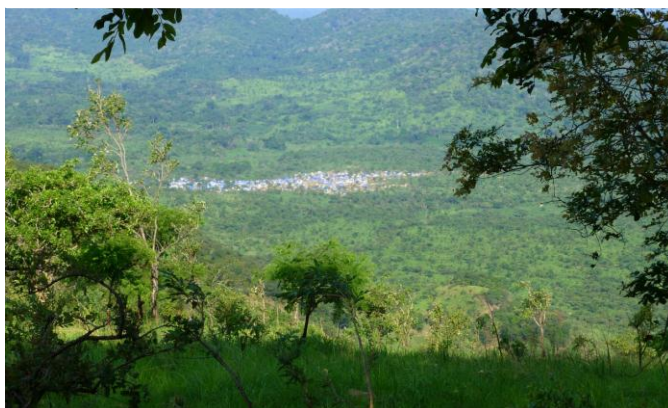
### Principaux résultats

L’étude révèle qu’un *centre de négoce* et de traitement de l’or est en cours de création à Musebe, ce qui devrait favoriser l’exercice du devoir de diligence et grandement contribuer à améliorer la traçabilité de la production d’or de la ville. Le projet est mené par la coopérative VIMATED, avec l’apparent soutien de la *Division des Mines* et du *Service d’Assistance et d’Encadrement du Small-Scale Mining* (SAESSCAM). Toutefois nos recherches démontrent qu’en pratique, les agences gouvernementales opérant sur le terrain tendent à faire obstruction au développement du *centre de négoce*, selon toute vraisemblance afin de pouvoir continuer à prélever des taxes illégales. Nous avons notamment rassemblé des preuves indiquant que des agents du gouvernement à Musebe procèdent à de multiples prélèvements illégaux – au point que des exploitants artisanaux et des casseurs de pierres ont dû prendre des mesures pour lutter contre ces pratiques.

Nous avons également découvert des preuves de l'implication illégale des FARDC dans le secteur minier de Musebe. Il en résulte que la production d'or locale contribue de facto à des conflits. Le gouvernement provincial du Katanga a promis de prendre des mesures pour remédier à cette situation et, ainsi, d'ouvrir la voie à la mise en œuvre du devoir de diligence en conformité avec le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement

responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque<sup>1</sup> (ci-après Guide OCDE sur le devoir de diligence) à Musebe.

**Image 1 : La ville de Musebe vue depuis la colline où se trouve la mine d'or**



L'étude démontre que le Guide OCDE sur le devoir de diligence est peu connu et mal compris de la plupart des parties prenantes de Musebe, Nyunzu et Kalemie. Cependant l'ensemble des personnes interrogées exprime une forte volonté d'en savoir plus sur le Guide et sur sa mise en œuvre.

L'étude indique que les exploitants artisanaux, leurs représentants et les agents du gouvernement déclarent tous être favorables à davantage de traçabilité et de transparence dans le secteur aurifère, mais pour des raisons différentes. Bien que tous conviennent qu'une plus grande transparence permettrait d'évincer les FARDC de Musebe, les exploitants artisanaux espèrent également une réduction des taxations arbitraires imposées par les agents du gouvernement, tandis que ces derniers voient dans la réforme l'opportunité d'accroître les revenus publics. Les seules personnes interrogées à s'être exprimées ouvertement en faveur du maintien du système actuel sont les marchands d'or ; cependant l'obstruction faite à l'implantation du *centre de négoce* par certains agents du gouvernement laisse penser que ces derniers, eux aussi, préfèrent le manque de transparence actuel, et en tirent profit.

## **II. Le secteur minier local**

La province du Katanga est surtout connue pour ses mines industrielles et artisanales de cuivre et de cobalt, qui fournissent l'essentiel des exportations de la RDC et de leurs revenus. Le nord de la province abrite également d'importants gisements d'étain, de tantalite et d'or, pour la plupart exploités de manière artisanale ou, dans de rares cas, semi-industrielle. Historiquement, la production d'or artisanale du Katanga est convoyée via Kalemie et Uvira jusqu'à Bujumbura, au Burundi voisin, ou jusqu'à Bukavu, au Sud-Kivu.

### **Type d'exploitation, volume de production et degré de formalisation**

La mine de Musebe est récente, mais compte déjà parmi les principales mines d'or artisanales du Katanga, attirant de nombreux exploitants artisanaux. La population locale est informée depuis longtemps de l'existence de gisements d'or à Musebe, mais ce n'est qu'à

<sup>1</sup> Pour la version complète du Guide OCDE sur le devoir de diligence et plus de détails sur le programme de mise en œuvre, veuillez consulter : <http://www.oecd.org/corporate/mne/mining.htm>

partir de 2013 qu'une activité minière artisanale soutenue s'y est développée.<sup>2</sup> La mine d'or de Musebe se trouve à 120 kilomètres au nord-ouest de Nyunzu, dans la commune de Nord-Lukuga, groupement de Bango-Bango, territoire de Nyunzu, district du Tanganyika, province du Katanga (longitude 27.91321 et latitude -5.15276). La route menant de Nyunzu à Musebe est praticable en voiture sur une distance de 80 kilomètres, le reste du trajet ne pouvant être effectué qu'en moto ou à vélo. La mine se trouve sur la concession 4162, dont le *permis de recherche* (PR) est détenu, selon le Cadastre Minier (CAMI), par Afrimines Resources. Le PR a été accordé en août 2010 et expirera en août 2015.

En mars 2014, période durant laquelle l'étude a été menée, VIMATED, coopérative de exploitants artisanaux présente sur le site, estimait à 6000 le nombre d'artisans miniers exerçant à Musebe, auxquels il faut ajouter les 6000 habitants de la ville, certains œuvrant dans des activités auxiliaires comme le concassage des pierres ou le nettoyage des minerais, et la majorité des autres vivant d'activités de négoce.<sup>3</sup> Outre l'or, une grande variété de biens et de services sont disponibles à Musebe, malgré les difficultés logistiques liées à l'enclavement de la ville. Parmi ces services, on compte la télévision et la téléphonie par satellite (il n'y a pas de couverture réseau pour les téléphones mobiles à Musebe).

**Image 2 : Utilisation d'un détecteur de métaux pour trouver de l'or à la mine de Musebe**



La mine d'or de Musebe est la seule mine de minerais locale. La ville se trouve dans une vallée, et ce sont les sols des collines environnantes qu'on creuse pour en extraire l'or. (cf. Image 1 ci-dessus). Les exploitants artisanaux travaillent par groupe et se répartissent les différents puits parsemant les collines. Certains se rendent à l'intérieur des galeries pour y déblayer des matériaux qu'ils ramènent par pelletée à la surface, où d'autres les passent au détecteur de métaux (cf. Image 2).

Les exploitants artisanaux distinguent deux types de matériaux extraits des puits de Musebe : ceux à haute teneur en minerais, et ceux à moindre teneur en minerais. Pour ces derniers, la méthode consiste à sécher le matériau, puis à le placer dans des concasseurs de pierre à moteur diesel que les exploitants artisanaux louent à des exploitants (nommés *katwangas*) pour un montant qui s'élevait, au moment de l'étude, à 15 000 FC (16,24 \$) par charge de 75 kg. La poudre obtenue à l'issue du broyage est nettoyée à la machine puis mêlée à du mercure pour en séparer l'or. Le produit ainsi obtenu est vendu aux *négociants* de Musebe. Les matériaux à haute teneur en minerais sont le plus souvent broyés et nettoyés à la main avant d'être vendus. Par ailleurs, les résidus miniers sont traités par des *kiburuta*, qui utilisent des pompes à eau à moteur diesel.<sup>4</sup>

La moitié des bénéfices des ventes d'or à Musebe est censée être reversée aux équipes de exploitants artisanaux, et l'autre moitié aux « propriétaires » du puits. Toutefois, si le « propriétaire » a bénéficié du soutien préalable d'investisseurs, ceux-ci sont supposés percevoir un pourcentage de la part du propriétaire.

<sup>2</sup> Entretien avec Kaya Kilela David, chef coutumier de Musebe, Musebe, mars 2013.

<sup>3</sup> Entretien avec la coopérative VIMATED, mars 2014.

<sup>4</sup> Entretiens avec des exploitants artisanaux, des casseurs de pierre et VIMATED, Musebe, mars 2014.

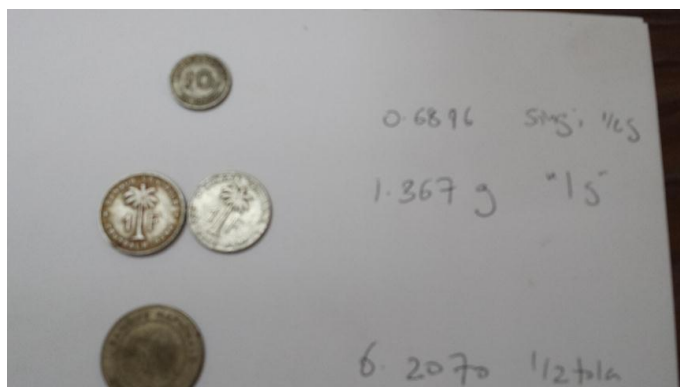


En l'absence de traçabilité, les volumes de production de Musebe restent indéterminés ; ils suffisent cependant à nourrir 6000 exploitants artisanaux, et continuent d'en attirer d'autres sur le site. La production est entièrement artisanale et peu réglementée. Le SAESSCAM emploie sur place 14 salariés à temps plein<sup>5</sup>, qui font tout leur possible pour collecter les taxes auprès des exploitants artisanaux et des casseurs de pierre, mais qui s'avèrent le plus souvent incapables d'atteindre leur objectif premier – la formation des exploitants artisanaux à des techniques d'extraction sécurisées et efficaces. Les rapports font état de fréquents éboulements et effondrements, notamment pendant la saison des pluies, qui font parfois des victimes.<sup>6</sup>

On dénombre entre 50 et 80 *négociants* en activité à Musebe, qui se fournissent en or auprès de groupes de exploitants artisanaux.<sup>7</sup> Deux *négociants* interrogés dans le cadre de cette étude précisent qu'ils travaillent pour leur propre compte, comme la plupart de leurs concurrents, mais que certains perçoivent des avances d'acheteurs de Kalemie (province du Katanga), de Goma (province du Nord-Kivu) et de Bukavu (province du Sud-Kivu).<sup>8</sup> Ces mêmes *négociants* ajoutent que les principaux obstacles qu'ils rencontrent à Musebe sont le poids des taxations arbitraires imposées par les autorités, et les risques de vol à main armée, en particulier la nuit. Les exploitants artisanaux déplorent que la police des mines ne parvienne pas à répondre à ces attaques, et soupçonnent que les assaillants puissent être des soldats.<sup>9</sup>

Au moment où l'étude a été conduite, les *négociants* versaient aux exploitants artisanaux 40 000 FC (43,32 \$) en moyenne pour un « gramme » d'or – selon les standards congolais ; de fait, le poids utilisé par les *négociants* pour mesurer la quantité d'or achetée représente en réalité 1,367 gramme environ (cf. Image 3).

Image 3 : poids d'or



Une once représente 28,349 grammes, soit 20,738 « grammes » (selon la nomenclature locale utilisée par les *négociants*). À raison de 40 000 FC (43,32 \$) par « gramme » local, une once d'or à Musebe vaudrait donc 829 520 FC (898,33 \$). Selon les acheteurs, l'or issu des mines artisanales du Katanga affiche en moyenne un taux de pureté de 92 %<sup>10</sup> ; une

once d'or pur (100 %) à Musebe vaudrait donc 901,652 FC (976,45 \$). À l'heure où nous écrivons, une once d'or vaut 1317 \$ sur le marché mondial, ce qui signifie qu'à Musebe, les *négociants* paient aux exploitants artisanaux 74 % du prix de revente de leur or.

<sup>5</sup> Entretien avec un représentant du SAESSCAM, Musebe, mars 2014.

<sup>6</sup> Entretien avec VIMATED, *op cit.*

<sup>7</sup> Entretien avec des agents de la Division des Mines, Musebe, mars 2014.

<sup>8</sup> Entretien avec des *négociants*, Musebe, mars 2014.

<sup>9</sup> Entretien avec des *négociants*, *op cit.*

<sup>10</sup> Entretien avec Mining Mineral Resources, Lubumbashi, mars 2014.

## La chaîne d'approvisionnement de la mine à l'exportation

Les agents de la *Division des Mines* à Musebe prélèvent des taxes auprès des *négociants*, bien qu'aucun de ces derniers n'officialie via un *comptoir* d'achat légal sous licence, et qu'aucun document n'indique où l'or produit à Musebe est revendu une fois acheminé hors de la ville. Cependant les personnes interrogées identifient trois itinéraires principaux :

- par voie de terre jusqu'à Kongolo, puis par voie aérienne jusqu'à Goma et Bukavu
- par voie de terre jusqu'à Kalemie, puis par voie aérienne jusqu'à Goma and Bukavu
- par voie de terre jusqu'à Kalemie, puis par voie fluviale jusqu'à Kigoma (Tanzanie)<sup>11</sup>

## Liens avec des conflits

L'ensemble des personnes interrogées s'accorde pour affirmer qu'aucun groupe armé non-étatique n'opère à Musebe ou dans sa région, et qu'aucun groupe armé non-étatique, à l'heure où nous écrivons, ne tire de revenus des chaînes d'approvisionnement en or en provenance de la ville.

Cependant des preuves indiquent qu'au moins deux officiers des FARDC ont illégalement pris « possession » de puits à Musebe. Selon des sources locales interrogées dans le cadre de cette étude, le premier de ces officiers serait issu du bataillon d'infanterie de Kongolo et aurait déployé des troupes à Musebe en décembre 2013 pour s'approprier des lopins. À l'heure où nous écrivons, le deuxième de ces officiers était commandant de brigade à Kalemie. Il aurait délégué un autre officier des FARDC à Musebe pour prendre possession de ses lopins. Ce dernier aurait établi un centre de détention sur place, afin d'y incarcérer les exploitants artisanaux entravant les opérations mandatées par le commandant de brigade. Selon l'une de nos sources, le puits du commandant de brigade serait adjacente aux puits exploitées par la coopérative locale VIMATED ; des exploitants artisanaux à la solde du commandant de brigade auraient creusé un tunnel jusqu'aux puits de VIMATED et dérobé de l'or dans celles-ci. La présence et les noms de ces officiers des FARDC ont été signalés au gouvernement provincial du Katanga, qui s'est engagé à intervenir.<sup>12</sup>

Plusieurs personnes interrogées déclarent que d'autres soldats des FARDC se rendent de temps à autre à Musebe, probablement dans le but de tirer des bénéfices des mines ; en général, ces soldats justifient leur passage en prétendant être en route pour une base militaire à proximité de Zongwe (à six kilomètres de Musebe, à la frontière avec la province du Maniema).<sup>13</sup> Les FARDC ont déployé quatre membres de leur unité d'intelligence militaire (*Bureau Deux*) à Musebe, avec pour mission de surveiller les allées et venues clandestines de leurs troupes et de leur interdire l'accès aux mines et à la ville. Le commandant du *Bureau Deux* prétend que grâce à la présence de son unité, il n'y a plus aucun soldat à Musebe, mais cette affirmation est fermement démentie par les autres personnes interrogées, parmi lesquelles des représentants de la LINAPEDHO et de la coopérative VIMATED. En renfort du *Bureau Deux*, une petite unité de l'*Auditoriat Militaire* a également été déployée à Musebe, avec pour mission de traduire en justice les soldats des FARDC présents dans la région sans autorisation, ainsi que les civils en possession d'armes à feu.<sup>14</sup>

<sup>11</sup> Entretiens avec des négociants, VIMATED et des agents de la Division des Mines, Musebe, mars 2014.

<sup>12</sup> Entretien avec Juvenal Kitungwa, Ministre de l'Intérieur, gouvernement du Katanga, Lubumbashi, mars 2014.

<sup>13</sup> Entretien avec le commandant de la police des mines, Musebe, mars 2014.

<sup>14</sup> Entretien avec le commandant de la police des mines, *op cit*.



### III. Risques identifiés dans l'Annexe II

#### Atteintes graves lors de l'extraction, du transport ou du commerce de minerais

**Toute forme de torture ou de traitement cruel, inhumain et dégradant** : aucune preuve de torture ou de traitement cruel, inhumain et dégradant n'a été trouvée. Dans certains cas, la détention arbitraire peut être considérée comme une forme de traitement cruel, inhumain et dégradant, occasionnant de sévères dommages psychologiques. Cependant, les conditions de détention dans la prison de police et la prison privée évoquées ci-dessus, dirigées par un officier des FARDC, n'ont pas fait l'objet d'une enquête approfondie.

**Travail forcé ou obligatoire** : aucune preuve de travail forcé ou obligatoire n'a été trouvée. Cependant, les conditions de travail dans les puits contrôlés par les officiers des FARDC n'ont pas fait l'objet d'une enquête approfondie. Dans ses rapports, le Groupe d'experts des Nations Unies fait état d'abus répétés dans de nombreuses exploitations minières artisanales de la RDC, de la part d'officiers des FARDC obligeant des exploitants artisanaux à travailler pour leur compte, ou leur volant leur or.<sup>15</sup>

**Les pires formes de travail des enfants** : les officiers de la police des mines, les représentants du SAESSCAM et ceux de VIMATED ont tous déclaré avoir pris des mesures pour empêcher le travail des enfants à Musebe, mais ont tous admis que le problème persiste. Aucune preuve n'a été trouvée au cours de l'étude, mais il n'est pas impossible que dans certaines puits, des enfants soient envoyés dans des galeries trop étroites pour les adultes, au risque de se blesser, voire de perdre la vie.

**Autres violations flagrantes et atteintes aux droits humains** : les personnes interrogées ont fait état de viols à Musebe, et la police des mines a précisé que ces affaires avaient « souvent » abouti à une interpellation et à une détention. Pour autant, les personnes interrogées n'ont pas fait état d'une violence sexuelle généralisée.

**Crimes de guerre ou autres violations flagrantes du droit humanitaire international, crimes contre l'humanité ou génocide** : aucune preuve de crimes de guerre ou d'autres violations flagrantes du droit humanitaire international, de crimes contre l'humanité ou de génocide n'a été trouvée.

#### Soutien direct ou indirect à des groupes armés non-étatiques

Comme précisé ci-dessus, aucune preuve n'a été trouvée au cours de l'étude indiquant que des groupes armés soient présents à Musebe ou dans sa région, ou contrôlent des voies d'acheminement en provenance ou à destination du site. Aucune preuve de taxation illégale ni d'extorsion par des groupes armés non-étatiques au niveau de la chaîne d'approvisionnement en or de Musebe n'a été trouvée.

#### Forces de sécurité publiques et privées

Comme précisé ci-dessus, des preuves indiquent que des officiers des FARDC sont impliqués dans des activités illégales à Musebe. De nombreux témoins accusent ces officiers d'avoir pris le contrôle de plusieurs puits de la mine, d'y avoir déployé des troupes pour les défendre, d'avoir pillé les puits voisines et même d'avoir établi leur propre prison en ville.

<sup>15</sup> Pour un exemple récent, consulter la lettre en date du 12 décembre 2013 transmise au Président du Conseil de Sécurité par le Groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo créé en vertu de la résolution 1533 (2004) concernant la République Démocratique du Congo, ONU, New York, 2013, paragraphe 162.

## Corruption et fausses déclarations d'origine des minerais

Officiellement, la sécurité à Musebe est assurée par la police des mines, qui compte 19 agents à l'heure à nous écrivons, et dont les effectifs devraient être augmentés. Plusieurs personnes interrogées ont accusé la police des mines de Musebe de corruption et d'extorsion. Selon leurs déclarations, la police soumettrait à des taxes illégales les personnes pénétrant et quittant Musebe, et exigerait un montant de 100 000 FC (108,30 \$) pour libérer des personnes ayant commis des délits. De son côté, la police des mines a déploré son manque de moyens, notamment de transport et de communication, qui l'empêcherait de faire son travail et la mettrait en difficulté.<sup>16</sup>

Le gouvernement provincial du Katanga a décrété que les seules agences gouvernementales autorisées à exercer dans les villes minières comme Musebe sont la *Division des Mines*, le SAESSCAM, la police des mines et l'*Agence Nationale des Renseignements* (ANR, le service de renseignements national). L'ANR est censée collecter des données, mais ses agents sont eux aussi accusés de soumettre à des taxes illégales les personnes arrivant en ville.<sup>17</sup> Malgré le décret du gouvernement provincial, la *Direction Générale de Migration* (DGM) conserve un bureau à Musebe qui, selon nos sources, soumettrait également les personnes pénétrant et quittant la ville à des taxes illégales.<sup>18</sup> La DGM justifie sa présence en avançant que ses agents sont nécessaires pour assurer la sécurité de Musebe, et qu'ils empêchent des non-Congolais de pénétrer Musebe illégalement.<sup>19</sup> Des représentants du Ministère de l'Environnement officient également à Musebe et prélèvent des taxes, dont une taxe annuelle sur le matériel de concassage des pierres qui est censée relever des prérogatives de la *Division des Mines* (cf. ci-après).

Début 2014, des représentants officiels de la *Division des Mines* de Nyunzu, du SAESSCAM et du Ministère de l'Environnement, envoyés à Musebe pour une mission de longue durée, ont procédé à une augmentation significative de leurs taxes sur le matériel de concassage des pierres. La *Division des Mines* a augmenté sa taxe annuelle sur le matériel de concassage des pierres de 210 000 FC (227,42 \$) à 350 000 FC (379,03 \$) ; le Ministère de l'Environnement, de 150 000 FC (162,44 \$) à 250 000 FC (270,74 \$) ; et le SAESSCAM, de 50 000 FC (54,15 \$) à 100 000 FC (108,30 \$). Le montant annuel total des taxes sur le matériel de concassage des pierres est ainsi passé de 410 000 FC (444 \$) à 700 000 FC (758,07 \$), soit une augmentation de 71 %. Selon notre enquête, le chef de la *Division des Mines* de Nyunzu aurait menacé de confisquer les machines concernées si leurs propriétaires ne s'acquittaient pas pleinement de ces nouvelles taxes.

Les casseurs de pierre ont également signalé que les reçus leur avaient été remis sur du papier photocopié et ne précisait pas le montant versé. Scandalisés, les casseurs de pierres de Musebe se sont mis en grève au cours de l'étude, refusant de reprendre le travail

**Image 4 : Matériel de concassage de pierres à Musebe**



<sup>16</sup> Entretien avec le commandant de la police des mines, *op cit.*

<sup>17</sup> Entretiens avec VIMATED et LINAPEDHO, *op cit.*

<sup>18</sup> Entretiens avec VIMATED et LINAPEDHO, *op cit.*

<sup>19</sup> Entretien avec le chef de bureau de la DGM, Musebe, mars 2014.

tant que l'affaire ne serait pas résolue.<sup>20</sup> Les exploitants artisanaux, déjà échaudés par les 12 \$ annuels que le SAESSCAM les force à payer pour leurs cartes d'exploitation artisanale, contre les 5 \$ réglementaires, sont descendus dans les rues pour manifester, arguant qu'ils ne pouvaient gagner de quoi vivre sans matériel de concassage des pierres.<sup>21</sup> Les augmentations de taxes et les risques que celles-ci font poser sur l'ordre public à Musebe ont été signalés au gouvernement provincial à Lubumbashi, qui a promis de prendre des mesures.

### **Blanchiment d'argent et paiement de taxes, droits et redevances aux gouvernements**

Aucune preuve de blanchiment d'argent n'a été trouvée à Musebe. Cependant la possibilité que certains blanchissent des fonds en revendant l'or acheté à Musebe n'a pas fait l'objet d'une enquête approfondie.

Le développement rapide de la mine de Musebe depuis début 2013 a attiré des exploitants artisanaux venus des mines d'étain et de tantale avoisinantes et entraîné un banditisme sporadique sur la route de la mine. Les personnes interrogées maintiennent que ce banditisme est de nature criminelle, et qu'il n'entretient aucun lien avec des groupes armés non-étatiques. Il n'en reste pas moins que le banditisme induit un risque de blanchiment d'argent selon l'Annexe II du Guide.

Comme indiqué ci-dessus, les exploitants artisanaux, les casseurs de pierres et les *négociants* de Musebe doivent s'acquitter d'un ensemble de taxes, pour la plupart illégales, auprès des agents du gouvernement. Cependant il n'existe aucune estimation officielle de la quantité d'or produit ou exporté à partir de Musebe. Aucune taxe n'est prélevée sur la production d'or et, à supposer que cet or est expédié en contrebande hors de la RDC comme la majorité de la production artisanale du pays, aucune taxe n'est prélevée sur son exportation non plus.

---

<sup>20</sup> Entretien avec un représentant des casseurs de pierres, Musebe, mars 2014.

<sup>21</sup> Entretien avec un représentant des exploitants artisanaux, Musebe, March 2014.

## IV. Niveau de sensibilisation et mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence

Les directives du Guide OCDE sur le devoir de diligence portant spécifiquement sur l'or issu de l'artisanat minier n'étaient peu ou pas connues des exploitants artisanaux, *négociants*, ONGs et agents du gouvernement interrogés, à la seule exception du président de VIMATED, qui a déclaré s'être inspiré des normes de l'OCDE pour concevoir le *centre de négoce*.<sup>22</sup>

Cependant, une fois présenté, le Guide OCDE sur le devoir de diligence a suscité un vif intérêt auprès des personnes travaillant dans les agences gouvernementales, dans le secteur privé et dans les ONGs. Tous ont exprimé le souhait d'en savoir plus et de mieux comprendre. En outre, les représentants du gouvernement provincial du Katanga, de la *Division des Mines* et du SAESSCAM à Kalemie ont fait part de leur volonté de prendre des mesures pour lever les obstacles à la mise en œuvre d'une chaîne d'approvisionnement traçable et « libre de conflit » en provenance de Musebe, parmi lesquelles l'éviction des FARDC et la résolution des nombreuses affaires de taxation illégale identifiées dans ce rapport.

## V. Initiatives, recherches et projets pertinents dans le secteur minier de l'or

Contrairement au secteur des 3Ts, le secteur de l'or artisanal au Katanga n'a pas fait l'objet jusqu'ici d'initiatives en faveur de la traçabilité ou du devoir de diligence, hormis la proposition faite par des agents du gouvernement à Kalemie d'introduire l'ensachage plastique de l'or produit à Musebe et sur d'autres sites. Cependant, pour que cette initiative aboutisse, il faudra d'abord que le gouvernement parvienne à assurer le contrôle et le suivi de la production et du commerce d'or sur ces sites.

Au moment de l'étude, si des agents du gouvernement facturaient l'émission de cartes d'exploitation artisanale aux exploitants artisanaux et aux casseurs de pierre, la production d'or de Musebe ne faisait pas pour autant l'objet d'un suivi officiel – et ce malgré le Manuel des Procédures de Traçabilité des Produits Miniers de l'Extraction à l'Exportation (2010) dont le pays s'est doté, stipulant de fournir un certain nombre de documents, parmi lesquels des bordereaux d'achat, des bordereaux de confirmation pour la production artisanale, et des déclarations validées d'origine et de vente de produits miniers commerciaux. Comme évoqué ci-dessous, les agents du gouvernement espèrent que la centralisation du concassage de pierres et du commerce de l'or dans un *centre de négoce* à Musebe facilitera le contrôle et le suivi de la production d'or et permettra d'appliquer les directives du Manuel des Procédures de Traçabilité.

Toutes les personnes interrogées semblent convenir que l'émission des documents réglementaires permettrait d'améliorer sensiblement le niveau de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement en or de Musebe. Pour réduire les risques d'émission de documents frauduleux, susceptibles de faciliter le blanchiment d'argent, il faut renforcer le système en faisant réaliser par des tiers des audits indépendants sur le terrain. Comme indiqué ci-avant, des ONGs et des organisations de la société civile exercent déjà à Musebe, et pourraient remplir ce rôle, avec un soutien financier extérieur pour appuyer leurs démarches.

---

<sup>22</sup> Entretien avec Ghislain Kikudji, président de VIMATED, Nyunzu, mars 2014.

Un facteur déterminant jouant en faveur de l'application du devoir de diligence à Musebe est la forte volonté politique dont se prévaut Moïse Katumbi, gouverneur provincial du Katanga. Celui-ci, conscient des agissements illégaux des militaires et des agents du gouvernement, pressé d'assurer des revenus issus de l'or à l'État plutôt qu'à ses représentants, et désireux de promouvoir sa province comme la première de la RDC à fournir de l'or « libre de conflit » issu de l'artisanat, appelle de ses vœux l'implantation d'un opérateur unique à Musebe pour « assainir la situation » et introduire la traçabilité et le Guide OCDE sur le devoir de diligence.<sup>23</sup>

Alors que la plupart des mines d'étain et de tantalum du Katanga ont déjà fait l'objet d'inspections et d'études par des équipes de validation multipartites comprenant généralement des représentants de la *Division des Mines*, du SAESSCAM et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), aucune mission du même type n'a encore été menée à Musebe à l'heure où nous écrivons.<sup>24</sup> Le programme de validation multipartite a pourtant été conçu pour évaluer les conditions de production dans les mines d'or comme dans les mines de 3T, et pour les classer « vertes », « jaunes » ou « rouges », en fonction de leur degré de conformité avec les normes de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et de l'OCDE.

Fin mars 2013, le site a été inspecté par l'International Peace Information Service (IPIS). Selon la carte interactive des mines de l'est de la RDC, consultable en ligne<sup>25</sup>, on y dénombrait à l'époque 15 000 exploitants artisanaux et 300 puits, et on y relevait la présence permanente de soldats des FARDC achetant des minerais et ayant recours au travail forcé.

Le Ministère national des Mines et le gouvernement provincial ont donné leur accord en 2013 pour que VIMATED devienne la coopérative de Musebe, et ont incité cette dernière à collaborer avec un opérateur unique.<sup>26</sup> Aucun opérateur n'a encore tenté de s'implanter sur la concession, mais VIMATED a développé un projet de *centre de négoce* qui, selon ses projections, pourrait centraliser toutes les activités de concassage, de nettoyage et de commerce de l'or, ainsi que celles des agences du gouvernement.<sup>27</sup> Selon VIMATED, cette centralisation serait la seule solution pour permettre la mise en œuvre de la traçabilité et du devoir de diligence à Musebe.<sup>28</sup>

---

<sup>23</sup> Entretien avec Moïse Katumbi, Lubumbashi, mars 2013.

<sup>24</sup> Entretien avec VIMATED, *op cit*, et avec Robert Mujinga Nguz Karim, administrateur du territoire du Nyunzu, Kalemie, mars 2014.

<sup>25</sup> <http://ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/>

<sup>26</sup> Entretiens avec VIMATED et Juvenal Kitungwa, *op cit*.

<sup>27</sup> Cf. Appendice 1.

<sup>28</sup> Entretien avec VIMATED, *op cit*.

Les dirigeants de la *Division des Mines* du Katanga Nord et du SAESSCAM se sont engagés à favoriser la transparence de l'artisanat minier aurifère de la région et à appuyer la création d'un *centre de négoce* à Musebe, considérant ce projet comme une étape essentielle de la mise en œuvre de la traçabilité et du devoir de diligence.<sup>29</sup> Pour contribuer à l'instauration d'un système de traçabilité de l'or issu de l'artisanat, le bureau du SAESSCAM à Kalemie a développé un prototype de sachet plastique scellé dans lequel l'or en provenance de Musebe pourrait être acheminé. Cependant, à l'heure où nous écrivons, ces enveloppes ne sont pas encore utilisées.

Image 5 : Prototype de sachet plastique scellé pour l'or en provenance de Musebe



VIMATED accuse la *Division des Mines* et les agents du SAESSCAM à Musebe, notamment ceux de Nyunzu, de faire obstruction au lancement du *centre de négoce*, arguant que le système actuel leur permettrait de prélever des taxes illégales sans difficulté. Au moment de notre étude, un terrain avait déjà été identifié et déblayé pour accueillir le centre, et la construction d'un bassin de nettoyage et de bureaux pour les *négociants* et les agents du gouvernement avait débuté. Pourtant VIMATED prétend que la *Division des Mines* de Nyunzu a interdit aux *négociants*, casseurs de pierres et nettoyeurs de s'installer dans le *centre de négoce* tant que VIMATED ne se serait pas associé à un opérateur unique.<sup>30</sup> Les dirigeants de la *Division des Mines* à Kalemie et à Nyunzu ont confirmé qu'ils préconisent l'implantation d'un opérateur unique à Musebe<sup>31</sup>, mais ont refusé de répondre aux questions concernant l'ordre qu'auraient donné leurs représentants de ne pas ouvrir le *centre de négociation* d'ici là.

Image 6 : Le centre de négoce de Musebe



<sup>29</sup> Entretiens avec Simon Pierre Kambi Mwilambwe, chef de la Division des Mines du Katanga Nord, et Jacques Kabashi, chef du SAESSCAM antenne du Katanga Nord, Kalemie, mars 2014.

<sup>30</sup> Entretien avec VIMATED, *op cit.*

<sup>31</sup> Entretiens avec Simon Pierre Kambi Mwilambwe, chef de la Division des Mines du Katanga Nord, et Jacques Kabashi, chef du SAESSCAM antenne du Katanga Nord, *op cit.*



## VI. Conclusion : incitations et obstacles à l'exercice du devoir de diligence

La coopérative VIMATED ainsi que les représentants des exploitants artisanaux, des casseurs de pierres et de la société civile de Musebe déclarent tous être favorables à davantage de traçabilité et de transparence dans la chaîne d'approvisionnement en or, pour trois principales raisons. Premièrement, cela permettrait aux exploitants artisanaux de vendre leur production à de meilleurs prix, ceux pratiqués actuellement par les *négociants* étant selon eux abusifs. Deuxièmement, cela entraînerait l'éviction des FARDC et la baisse voire l'élimination des taxes illégales aujourd'hui si onéreuses. Troisièmement, cela attirerait les investisseurs à Musebe, qui pourraient rénover la route menant à Nyunzu, installer le réseau téléphonique cellulaire et fournir des services sociaux, par exemple en ouvrant une école ou une clinique.<sup>32</sup>

Les agents de la *Division des Mines* et du SAESSCAM à Musebe et à Kalemie se prononcent en faveur de la mise en œuvre du devoir de diligence, dans l'espoir de parvenir à mieux évaluer les niveaux de production d'or et, probablement, d'accroître les revenus fiscaux qu'ils peuvent en tirer. Certains ajoutent que cela les aiderait à débarrasser Musebe des FARDC. D'autres pensent qu'avec l'arrivée simultanée d'un investisseur sérieux prêt à apporter ses fonds, cela pourrait aboutir à l'amélioration des infrastructures et des services sociaux de Musebe.<sup>33</sup> Les membres du gouvernement provincial de Katanga à Lubumbashi abondent en ce sens, eux qui espèrent faire de Katanga la première province de la RDC produisant de l'or « libre de conflit » issu de l'artisanat.<sup>34</sup>

La plupart des personnes interrogées se montrent favorables à la mise en œuvre du devoir de diligence. Seuls deux *négociants* émettent des réserves, prétextant que le système actuel fonctionne bien.<sup>35</sup> Cependant les réticences de certains agents du gouvernement face au projet de *centre de négoce* de VIMATED éveillent les soupçons. Il semble que ces réticences se fondent principalement sur la crainte qu'ont les agents concernés de ne plus pouvoir prélever de taxes illégales une fois que le *centre de négoce* aura ouvert et que le devoir de diligence sera appliqué. Il se peut en outre que ces agents aient eux-mêmes des intérêts directs dans les puits de la mine d'or de Musebe, et qu'ils redoutent les révélations que pourrait entraîner davantage de transparence.

Les officiers des FARDC ayant des intérêts commerciaux à Musebe sont enclins à s'opposer à l'amélioration de la traçabilité et à la mise en œuvre du devoir de diligence. Il en va de même pour les politiciens et les agents du gouvernement ayant des intérêts financiers dans la mine d'or. Cependant certains d'entre eux en viendront peut-être à la conclusion que s'opposer à l'application du devoir de diligence est plus difficile que de s'y adapter, voire comprendront que la formalisation peut leur être bénéfique.

---

<sup>32</sup> Entretiens avec VIMATED, LINAPEDHO et des représentants des exploitants artisanaux et des casseurs de pierres, Musebe, *op cit.*

<sup>33</sup> Entretiens avec des représentants de la Division des Mines et du SAESSCAM, Musebe et Kalemie, *op cit.*

<sup>34</sup> Entretiens avec Moïse Katumbi et Juvenal Kitungwa, *op cit.*

<sup>35</sup> Entretien avec des *négociants*, Musebe, *op cit.*

## VII. Recommandations

Il faut sensibiliser toutes les parties prenantes de Musebe au Guide OCDE sur le devoir de diligence, ainsi que les agents du gouvernement en charge de l'administration de Musebe à Nyunzu, Kalemie et Lubumbashi. Pour ce faire, la meilleure solution est de collaborer avec les ONGs locales et internationales compétentes. Il faut lancer la validation des sites d'exploitation minière aurifère artisanale, en commençant – peut-être – par Musebe.

La mise en œuvre du devoir de diligence doit passer en priorité par l'ouverture d'un *centre de négoce* à Musebe. S'ouvriraient alors deux principales options : soit n'y officierait qu'un seul acheteur ; soit plusieurs acheteurs y seraient autorisés. Chaque option présenterait des avantages et des inconvénients. Un acheteur unique serait plus susceptible d'investir dans les infrastructures et services sociaux de la ville, mais aussi de profiter de son monopole pour pratiquer des prix abusifs, et de se rendre coupable de corruption et de collusion avec les agents du gouvernement. D'un autre côté, la prolifération d'acheteurs réduirait les possibilités de nouveaux investissements, mais rassurerait les exploitants artisanaux qui pourraient vendre leur or sur un marché véritablement libre.

Dans tous les cas, l'ouverture du *centre de négoce* doit s'accompagner d'une intervention du gouvernement provincial pour évincer tous les groupes armés de la région, dont les FARDC de Musebe, et pour mettre hors d'état de nuire tous les agents du gouvernement prélevant des taxes illégales. Pour faciliter cette intervention, il faudra rénover la route menant à Musebe, afin que des véhicules, et non plus seulement des vélos et des motos, puissent accéder à la ville.

C'est uniquement en centralisant les achats, soit via un *centre de négoce* à Musebe, soit par tout autre moyen, que les autorités pourront faire appliquer les directives du Manuel des Procédures de Traçabilité des Produits Miniers de la RDC et, ainsi, tracer l'acheminement de l'or depuis la ville. Les sachets scellés conçus par les autorités peuvent aider à atteindre ce but, mais reste à vérifier leur fiabilité. Pour réduire les risques d'émission de documents frauduleux, un système de contrôle sur le terrain doit être mise en place, éventuellement via une ONG locale, ou via un réseau d'ONGs et d'organisations de la société civile.

Sous réserve de prendre toutes ces mesures, Musebe a le potentiel de devenir un important centre de production d'or traçable et « libre de conflit » issu de l'artisanat. Une fois ces mesures mises en place, les acheteurs d'or artisanal « libre de conflit » en RDC désireux d'encourager l'application du devoir de diligence dans le secteur minier pourront s'approvisionner à Musebe. Les acheteurs pourraient même contribuer, par exemple, au financement du *centre de négoce* et d'un système de contrôle sur le terrain.





[mneguidelines.oecd.org/mining.htm](http://mneguidelines.oecd.org/mining.htm)